

**Le Temps*
20.02.2020

«On m'a mal compris en Suisse romande»

AIDE Ignazio Cassis a présenté la stratégie de coopération internationale 2021-2024.

Le chef du Département des affaires étrangères revient, dans un entretien qu'il nous a accordé, sur ce qu'il présente comme des malentendus concernant ses intentions de réforme.

Propos recueillis par Arnaud Robert

Le Conseil fédéral a adopté la stratégie de coopération internationale 2021-2024 qui définit le budget et les orientations de l'aide suisse au développement. Au parlement d'en débattre désormais. Avec un budget de 11,25 milliards de francs (0,46% du revenu national brut) et une réduction de la coopération bilatérale à quatre régions prioritaires – abandonnant quasiment l'Amérique latine - dont la plupart des 35 pays se trouvent en Afrique, Ignazio Cassis a décidé de concentrer davantage l'engagement de la Suisse. En axant sa stratégie sur la réduction de la migration irrégulière et le soutien au secteur privé, le chef du DFAE avait heurté une grande partie des spécialistes du développement, donc certains même au sein de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Après une très large consultation, le projet finalement adopté ne tranche pas avec la tradition helvétique d'aide économique, politique et humanitaire. Ignazio Cassis s'explique dans un long entretien accordé au Temps.

La réduction de la pauvreté n'apparaissait pas dans le premier projet de stratégie de coopération que vous avez mis en consultation, était-ce une erreur?

Il y a eu un malentendu de fond. La Constitution est claire: les objectifs de la coopération internationale (CI) sont doubles. Elle a pour but la réduction de la pauvreté et la durabilité. C'était tellement logique que nous n'avons pas jugé nécessaire de l'explicitier. Mais, pour certains, cela manquait. Donc on a réintégré ce qui nous paraissait évident.

Vous donniez le sentiment de vouloir transformer profondément les bases mêmes de la CI...

Non, il n'y avait pas chez moi de vocation à une révolution. Ce que nous voulions, c'était être transparents, adopter l'approche la plus précise et mesurable possible. Nous avons défini des critères pour l'orientation stratégique et pour sélectionner les 35 pays prioritaires qui bénéficieront de notre coopération. Avant, ces critères n'étaient pas explicites. En arrivant au DFAE, j'ai posé la question, elle a un peu surpris et nous avons travaillé à l'élaboration de trois critères qui, idéalement, se recourent: les besoins des populations locales, les intérêts de la Suisse et l'avantage compétitif de la Suisse par rapport aux autres donateurs. Nous n'avons pas 28 milliards, mais 2,8 milliards de francs par année, il faut les investir de manière ciblée. C'est une des critiques qui nous étaient adressées par l'OCDE: nous nous éparpillions trop. Il fallait concentrer, il fallait focaliser.

La réduction de la migration irrégulière vers la Suisse apparaît comme un but fondamental de la stratégie du Conseil fédéral, comment l'aide au développement y contribue-t-elle?

Le fait de créer des places de travail sur nos terrains d'intervention réduit une partie de la migration. Le fait de favoriser une bonne gouvernance est nécessaire pour créer des

places de travail. Quel secteur privé investira dans un pays corrompu? La bonne gouvernance et l'emploi permettent aussi de mieux affronter les changements climatiques. Si les gens sur place bénéficient d'une bonne gouvernance, de travail et des capacités pour faire face au changement climatique, ils n'ont pas besoin de migrer.

Vous vous refusez à envisager une aide conditionnée au retour des requérants dans leur pays, pourquoi?

Ce qui est absolu ne fonctionne pas. Les Etats ne se laissent pas soumettre au chantage. C'est le cas aussi sur la question des droits humains. Par contre, nous intégrons la question de la migration dans nos accords-cadres pour la CI. Le fait d'en parler au moment où l'on devait signer des accords a par exemple conduit l'Afghanistan à réactiver un accord d'aide au retour qui avait été mis entre parenthèses.

C'est une conditionnalité douce...

Oui, on peut l'appeler ainsi.

La contribution du secteur privé dans la coopération internationale apparaît en force dans la nouvelle stratégie, au point d'irriter des acteurs historiques de l'aide au développement...

Beaucoup de fantasmes sont apparus pendant la consultation. On ne subventionne pas le secteur privé avec l'argent de la CI. Mais je vous donne un exemple de ce que nous pouvons faire: au Mozambique, après une terrible guerre civile qui a duré 30 ans et l'accord de paix, dans lequel la Suisse a joué un rôle important, des dizaines de milliers de soldats se sont retrouvés au chômage du jour au lendemain. Pour leur donner des perspectives, une banque de microcrédit leur a permis de développer la culture du café. Nous sommes en contact avec Nespresso pour une collaboration possible dans la région de Gorongosa dans le but d'assurer l'achat et la distribution de ce café. Ce serait du win-win.

Quand vous parlez des intérêts de la Suisse, ce sont donc les intérêts des multinationales dont il s'agit?

Non. Très souvent, les détracteurs de ma politique ont voulu me confiner à la seule défense des intérêts économiques. Le secteur privé est un acteur parmi d'autres de la CI. Ce que l'aide au développement vise, ce n'est pas un intérêt à court terme. L'intérêt des Suisses est la stabilité du monde. Notre prospérité en dépend. Ce serait absurde d'utiliser l'aide au développement pour financer des entreprises suisses. Mais, à terme, tout le monde gagnera à un monde plus pacifique et dont le développement est plus durable.

Les objectifs de développement durable de l'ONU apparaissent plusieurs fois dans la stratégie. A aucun moment, l'idéologie de la croissance n'est questionnée comme une des causes possibles de la catastrophe écologique qui se prépare. Ne doit-on pas imaginer une rupture systémique de l'aide au développement?

L'économie de marché, c'est notre modèle d'Etat. C'est le système qui prévaut en Occident et de plus en plus sur toute la planète. Il n'a pas trop mal fonctionné même en Chine, un Etat pas exactement démocratique, mais qui a réussi à sortir de la pauvreté un milliard de personnes. La stratégie reconnaît toutefois explicitement que l'essor économique s'est fait dans une large mesure au détriment de l'environnement. Nous avons beaucoup discuté à Davos du Green Deal de l'UE qui concilierait le marché et le développement durable. Je pense que c'est le paradigme. La liberté économique est

prévue par notre Constitution, notre identité est basée sur ça, donc c'est ce modèle que nous promovons à l'étranger. L'UBS vient de présenter un document dans lequel elle a montré l'explosion des investissements qui incluent des éléments de durabilité. Le marché demande cela.

Pour établir cette stratégie, vous avez lancé une consultation d'ampleur auprès des milieux politiques, des ONG, des citoyens? Le sentiment, c'est que vous avez évolué vers plus de consensus pendant ce processus...

Vous aviez sans doute une perception de mon travail qui ne correspondait pas à la réalité. On m'a mal compris en particulier dans certaines parties de la Suisse.

Vous voulez dire en Suisse romande?

Oui, parfois, en lisant les médias, je me disais: est-ce que les gens m'ont vraiment lu? Je n'ai jamais voulu changer la philosophie de la CI, je n'en ai de toute façon pas les moyens puisque la Constitution est claire. Mais j'ai voulu clarifier les objectifs et les critères de l'aide. J'ai dû lire plusieurs fois le précédent message sur la CI, 469 pages, qu'il m'a fallu décortiquer pour le comprendre. Je veux que les citoyens suisses comprennent pourquoi on aide tel pays et avec quels projets. Le fait d'exiger de la transparence, cela agace beaucoup de monde parce qu'il faut se justifier.

Vous avez aussi agacé à la DDC?

Cela agace beaucoup de monde, pas la DDC en particulier.

La nomination de Christian Frutiger, un ancien de Nestlé, à la vice-direction de la DDC a parfois été comprise comme un dévoiement de la mission de la coopération...

C'est de la désinformation. Monsieur Frutiger a fait de l'excellent travail à Nestlé, comme il a fait auparavant un excellent travail au CICR. Il faut laisser les gens travailler et démontrer leur capacité, notamment la nouvelle directrice de la DDC Patricia Danzi. Je crois qu'il ne faut pas voir le mal partout. Il faut aussi avoir un peu confiance en des conseillers fédéraux qui veulent clarifier certaines choses et, ce faisant, bousculent inévitablement les habitudes de l'administration. Dernière question au sujet de l'Union européenne. A votre avis, la Suisse doit-elle payer le 1,3 milliard d'aide à la cohésion? Le parlement a décidé que oui, mais il a soumis ce paiement à la condition que Bruxelles renonce à des mesures discriminatoires à l'encontre de la Suisse. Le gouvernement ne souhaitait pas cette clause antidiscriminatoire mais on s'y attendait. Ce qui serait regrettable, c'est une escalade d'ego où chacun camperait sur ses positions. Cela ne conduirait nulle part sinon à un blocage de nos relations, ceci alors que les deux parties, l'UE et la Suisse, ont mutuellement besoin l'une de l'autre.